



Déclaration FSU CTSD 10 février 2022

Les enseignants se sont fortement mobilisés le 13 janvier, il s'agissait de dénoncer le chaos engendré par la gestion de la crise sanitaire, mais également de réclamer un plan d'urgence pour l'école. Il faut recruter des fonctionnaires pour améliorer le taux d'encadrement, pour permettre les remplacements, revaloriser les salaires, pour ainsi assurer un service public de qualité. Oeuvrer donc pour améliorer les conditions d'exercice, les conditions d'apprentissage des élèves, pour rendre ainsi à nouveau le métier attractif. C'est aussi dans le même temps stopper la crise du recrutement, et ne pas avoir recours à la limitation du droit au temps partiel pour gérer les ressources humaines.

Les opérations de carte scolaire sont un moment fort pour le fonctionnement des écoles publiques. Oui, la dotation de 20 postes est positive si l'on regarde uniquement la baisse prévisible de la démographie scolaire. Mais les enjeux sont immenses et la dotation semble bien maigre dans le contexte actuel : recours accru aux contractuels, appel aux retraités, liste complémentaire épuisée, un nombre de classes non remplacées inédit (pour cause COVID mais également en des temps sans crise sanitaire), les temps partiels qui semblent devenir à court terme une marge d'ajustement, des décharges de direction et la formation menacées par le manque de remplaçants, des RASED incomplets et en nombre insuffisant, un coup de frein inédit depuis 4 ans à la scolarisation des 2 ans alors que des moyens financiers permettent au privé d'en accueillir chaque année un peu plus. Enjeux également forts pour les élèves en situation de handicap puisque 500 d'entre eux n'ont pas obtenu les aides humaines ou les structures dont ils ont besoin : places manquantes en IME, manque criant d'AESH, l'inclusion aussi a besoin de moyens.

Oui, les priorités ministérielles améliorent la situation de certaines écoles. Nous veillerons à ce que le « 24 élèves maximum » en GS, CP, CE1 soit respecté partout sur le territoire, nous revendiquons à ne pas dépasser ce nombre quelque soit le niveau de classe. De la même manière, le dédoublement des GS en REP doit se généraliser.

Lors de ces opérations de carte scolaire, la FSU-SNUipp continuera d'exiger avec les enseignants, les parents et les élus républicains des moyens puisque le service public d'éducation en a tout simplement cruellement besoin.